

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

24 JUIN 1953.

24 JUNI 1953.

PROJET DE LOI

relatif aux pensions des ouvriers.

WETSONTWERP

betreffende de arbeiderspensioenen.

TEXTE

ADOPTÉ AU PREMIER VOTE (1).

TEKST

AANGENOMEN IN EERSTE LEZING (1).

CHAPITRE PREMIER.

Dispositions générales.

Article premier.

La présente loi a pour objet d'organiser un régime de pensions de vieillesse et de prestations en cas de décès au profit :

1° des travailleurs occupés en Belgique en exécution d'un contrat de travail, d'un contrat de *travail* domestique, d'un contrat de travail à domicile, d'un contrat d'engagement pour la pêche maritime, d'un contrat d'engagement pour le service de bâtiments de navigation intérieure ou de tous autres contrats de louage de travail, à l'exception de ceux qui permettent au travailleur de bénéficier de l'un des régimes de pension prévus à l'article 2;

2° des veuves des travailleurs dont il est question au 1° ainsi que des veuves des travailleurs décédés avant l'entrée

HOOFDSTUK EEN.

Algemene bepalingen.

Eerste artikel.

Deze wet strekt er toe een stelsel in zake ouderdomspensioenen en uitkeringen bij overlijden in te richten ten voordele van :

1° de werknemers in België tewerkgesteld ter uitvoering van een arbeiderscontract, een dienstbodencontract, een huisarbeiderscontract, een zeevisserscontract, een binnenschipperscontract of enige andere arbeidsovereenkomst met uitsluiting van contracten waardoor de werknemer in aanmerking komt voor een pensioenstelsel bedoeld in artikel 2;

2° de weduwen der in 1° bedoelde werknemers en de weduwen der werknemers die vóór de inwerkingtreding van

(1) Les amendements adoptés au premier vote sont imprimés en italiques.

Voir :

Documents de la Chambre :

240 (1951-1952) : Projet de loi.

320, 335, 364, 379, 385, 445, 464, 512 et 560 (1951-1952), 93 et 106 : Amendements.

288 : Rapport.

342, 348, 357, 366, 405, 411, 433, 445, 461, 477, 492, 496, 510 et 535 : Amendements.

Annales de la Chambre :

16, 17, 23 et 24 juin 1953.

(1) De in eerste lezing aangenomen amendementen zijn cursief gedrukt.

Zie :

Stukken van de Kamer :

240 (1951-1952) : Wetsontwerp.

320, 335, 364, 379, 385, 445, 464, 512 en 560 (1951-1952), 93 en 106 : Amendementen.

288 : Verslag.

342, 348, 357, 366, 405, 411, 433, 445, 461, 477, 492, 496, 510 en 535 : Amendementen.

Handelingen van de Kamer :

16, 17, 23 en 24 juni 1953.

en vigueur de la présente loi et qui ont été occupés en Belgique en exécution de l'un des contrats énumérés au 1°.

Pour l'application de la présente loi, les relations de travail domestique entre parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement sont présumées ne pas donner lieu à un contrat de *travail domestique*.

Le Roi, suivant des modalités qu'il détermine, peut étendre le bénéfice du régime instauré par la présente loi à d'autres travailleurs et à leurs veuves à l'exception des personnes visées à l'article 2.

Art. 2.

Ne tombent pas sous l'application de la présente loi, les travailleurs qui sont soumis au régime de pensions des employés, des ouvriers mineurs, des marins naviguant sous pavillon belge ou à tout autre régime de pensions établi par ou en vertu d'une loi, par un règlement provincial ou par la Société nationale des chemins de fer belges; il en est de même des veuves de ces travailleurs.

Art. 3.

« Des cotisations doivent être versées par les travailleurs et les employeurs en vue des prestations fixées par la présente loi. »

Celle-ci maintient le droit à la rente constituée ou en cours de constitution jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, conformément aux lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Elle garantit :

1° au travailleur qui a cotisé conformément à ses prescriptions un droit à une pension de vieillesse;

2° à la veuve du travailleur, un droit à une pension de veuve, à une allocation de veuve ou à une indemnité d'adaptation;

3° à ses enfants un droit à une allocation d'orphelins.

Les cas dans lesquels l'épouse du travailleur a droit à une pension de vieillesse du chef de son mari sont déterminés par le Roi, qui fixe les modalités d'octroi de cette pension.

Le Roi détermine les modalités d'octroi d'une pension, du chef de leur mari, à l'épouse séparée de fait ou séparée de corps et à la femme divorcée aux torts exclusifs de son mari ou contre laquelle le divorce a été prononcé par application de l'article 310 du Code civil.

Dans les cas visés à l'alinéa précédent, la pension de vieillesse du mari est établie comme s'il vivait en commun avec son épouse ou comme si le mariage n'avait pas été dissous.

Le Roi détermine le quotité de la pension de vieillesse ainsi établie ou de la pension de veuve qui peut être accordée à ces personnes.

Art. 4.

La pension de vieillesse et la pension de veuve sont calculées en fonction :

1° de la carrière professionnelle du travailleur. La car-

rière professionnelle du travailleur est la durée pendant laquelle il a travaillé en Belgique en exécution de l'un des contrats énumérés au 1°.

Pour l'application de la présente loi, les relations de travail domestique entre parents ou alliés jusqu'au troisième degré inclusivement sont présumées ne pas donner lieu à un contrat de *travail domestique*.

Le Roi, suivant des modalités qu'il détermine, peut étendre le bénéfice du régime instauré par la présente loi à d'autres travailleurs et à leurs veuves à l'exception des personnes visées à l'article 2.

Art. 2.

Deze wet is niet van toepassing op de werknemers die vallen onder de wetgeving op het pensioenstelsel van de bedienden, van de mijnwerkers, van de zeelieden varende onder Belgische vlag, of onder enig ander pensioenstelsel vastgesteld door of krachtens een wet, door een provinciaal reglement of door de Nationale Maatschappij der Belgische spoorwegen; hetzelfde geldt voor de weduwen van deze werknemers.

Art. 3.

« Bijdragen moeten door de werknemers en de werkgevers worden gestort met het oog op de door deze wet vastgestelde prestaties. »

Deze handhaaft het recht op de gevestigde rente of op de rente welke tot de datum van de inwerkingtreding van deze wet gevestigd wordt, overeenkomstig de samengeordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood.

Zij waarborgt :

1° aan de werknemer, die overeenkomstig haar voorschriften bijgedragen heeft, een recht op een ouderdomspensioen;

2° aan de weduwe van de werknemer, een recht op een weduwenpensioen, op een weduwentoelage of op een aanpassingsvergoeding;

3° aan zijn kinderen, een recht op een wezentoeelage.

De gevallen waarin de echtgenote van de werknemer recht heeft op een ouderdomspensioen uit hoofde van haar echtgenoot worden bepaald door de Koning, die de modaliteiten van toekenning van dit pensioen vaststelt.

De Koning bepaalt de toekenningsmodaliteiten van een pensioen uit hoofde van hun man, aan de feitelijk of van tafel en bed gescheiden echtgenote, aan de uitsluitend ten nadele van de man uit de echt gescheiden vrouw en aan de vrouw tegen wie de echtscheiding bij toepassing van artikel 310 van het Burgerlijk Wetboek werd uitgesproken.

In de in het vorig lid bedoelde gevallen wordt het ouderdomspensioen van de man vastgesteld alsof hij samenleefde met zijn echtgenote, of alsof het huwelijk niet was ontbonden geweest.

De Koning bepaalt het gedeelte van het aldus vastgesteld ouderdomspensioen of van het weduwenpensioen dat aan deze personen kan worden toegekend.

Art. 4.

Het ouderdomspensioen en het weduwenpensioen worden berekend in verhouding tot :

1° de beroepsloopbaan van de werknemer. De loopbaan

rière comprend les périodes d'activité et celles d'inactivité que le Roi assimile aux précédentes;

2° des rémunérations brutes proméritées par le travailleur et des rémunérations fictives qui sont afférentes aux périodes d'inactivité et que le Roi détermine. Ces rémunérations sont adaptées en fonction des fluctuations de la moyenne générale des rémunérations selon des modalités que le Roi détermine.

Art. 5.

L'allocation de veuve et l'indemnité d'adaptation sont établies en tenant compte uniquement de l'article 4, 2°.

Art. 6.

La pension de vieillesse, la pension de veuve et l'allocation de veuve varient suivant les fluctuations du coût de la vie; le Roi détermine les modalités de ces variations.

Art. 7.

Il est tenu à la Caisse générale d'épargne et de retraite, pour chaque travailleur appelé à bénéficier de la présente loi, un compte individuel auquel sont inscrits les cotisations ainsi que les renseignements relatifs à la carrière et aux rémunérations visées à l'article 4, et le montant équivalant à la rente visée à l'article 14, alinéa 3.

Le travailleur reçoit chaque année un extrait de son compte individuel.

Art. 8.

Les prestations visées à l'article 3, alinéa 3, 1° et 2°, ne prennent cours que si leur bénéficiaire a cessé toute activité professionnelle autre qu'un travail occasionnel et s'il ne jouit pas d'indemnité pour cause de maladie, d'invalidité ou de chômage involontaire, par application d'une législation de sécurité sociale.

La reprise d'une activité professionnelle suspend le bénéfice des prestations.

Le Roi détermine ce qu'il faut entendre par travail occasionnel.

Art. 9.

Ces prestations peuvent être réduites, dans une proportion déterminée par le Roi, lorsque leur bénéficiaire est un ressortissant d'un pays avec lequel la Belgique n'a pas conclu de convention de sécurité sociale en matière de pension de vieillesse et de pension en cas de décès prématuré.

Art. 10.

Ces prestations ne sont fournies qu'aux bénéficiaires résidant effectivement en Belgique, au Congo Belge ou dans les territoires du Ruanda-Urundi, sans préjudice des dispositions des conventions internationales de sécurité sociale en matière de pension de vieillesse et de pension en cas de décès prématuré.

Art. 11.

Les paiements sont effectués mensuellement au moyen d'une assignation postale entre les mains et au domicile de leur bénéficiaire, sans préjudice des dispositions à prendre en vertu d'accords internationaux. Le Roi détermine les autres modalités de ces paiements.

omvat de arbeidsperioden en de perioden van inactiviteit welke de Koning met de vorige gelijkstelt;

2° de bruto-lonen door de werknemer verdiend en de fictieve lonen welke betrekking hebben op de perioden van inactiviteit welke de Koning bepaalt. Deze lonen worden aangepast in verhouding tot de schommelingen van het algemeen gemiddelde der lonen, volgens modaliteiten welke de Koning bepaalt.

Art. 5.

Bij de vaststelling van de weduwentoeelage en van de aanpassingsvergoeding wordt uitsluitend rekening gehouden met artikel 4, 2°.

Art. 6.

Het ouderdomspensioen, het weduwenpensioen en de weduwentoeelage veranderen volgens de schommelingen van de levensduurte; de Koning bepaalt de modaliteiten van deze veranderingen.

Art. 7.

Voor elke werknemer die voor deze wet in aanmerking komt wordt bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas een individuele rekening gehouden waarop de bijdragen worden aangetekend alsook de gegevens betreffende de loopbaan en de lonen bedoeld in artikel 4 en het bedrag gelijkwaardig aan de rente bedoeld in artikel 14, lid 3.

De werknemer ontvangt jaarlijks een uittreksel uit zijn individuele rekening.

Art. 8.

De in artikel 3, lid 3, 1° en 2°, bedoelde uitkeringen gaan slechts in zo de gerechtigde alle beroepsbedrijvigheid behalve gelegenhedswerk heeft stopgezet, en zo hij geen vergoeding geniet wegens ziekte, invaliditeit of onvrijwillige werkloosheid, bij toepassing van een wetgeving inzake maatschappelijke zekerheid.

Het hervatten van een beroepsbedrijvigheid schorst het genot der uitkeringen.

De Koning bepaalt wat dient verstaan onder gelegenhedswerk.

Art. 9.

Deze uitkeringen kunnen verminderd worden, in een door de Koning bepaalde verhouding, indien de gerechtigde een onderdaan is van een land waarmede België geen overeenkomst van maatschappelijke zekerheid heeft gesloten in zake ouderdomspensioen en pensioen bij vroegtijdige dood.

Art. 10.

Deze uitkeringen worden slechts verstrekt aan de gerechtigden die werkelijk in België, in Belgisch-Congo of in de gebieden Ruanda-Urundi verblijven, onverminderd de bepalingen van de internationale overeenkomsten over maatschappelijke zekerheid in zake ouderdomspensioen en pensioen bij vroegtijdige dood.

Art. 11.

De betalingen worden maandelijks gedaan bij postassignatie in handen en ter woonplaats van de gerechtigde, onverminderd de schikkingen krachtens internationale overeenkomsten te treffen. De Koning stelt de andere modaliteiten van deze betalingen vast.

CHAPITRE II.

De la pension de vieillesse.

Art. 12.

La pension de vieillesse prend cours à partir de 65 ans pour un homme et de 60 ans pour une femme.

Toutefois, au choix et à la demande de l'intéressé, elle peut prendre cours dans la période de 5 années qui précède les âges susvisés; dans ce cas, elle est réduite de 7 p. c. par année d'anticipation.

Néanmoins, s'il s'agit d'un travailleur qui a été occupé dans un métier particulièrement insalubre, les nombres 65 et 60 indiqués à l'alinéa 1^{er} sont ramenés respectivement à 60 et 55.

Le Roi détermine les métiers particulièrement insalubres et les autres conditions d'application de l'alinéa précédent.

Art. 13.

La pension est calculée proportionnellement :

1^o au nombre d'années civiles, postérieures à l'entrée en vigueur de la loi, au cours desquelles se situe la carrière professionnelle visée à l'article 4.

Chaque année intervient à raison de 1/45^{me} pour le travailleur masculin et de 1/40^{me} pour le travailleur féminin.

2^o à la moyenne annuelle des rémunérations visées au même article.

Cette moyenne intervient à raison de 60 p. c. pour le travailleur dont l'épouse :

a) n'exerce aucune activité professionnelle autre qu'un travail occasionnel au sens de l'article 8.

b) ne bénéficie pas d'une rente, pension, indemnité ou allocation accordée en vertu des législations concernant l'assurance-maladie-invalidité, les allocations de chômage, les accidents du travail et les maladies professionnelles, et

c) ne bénéficie pas d'une pension ou de tout autre avantage tenant lieu de pension, soit en vertu de la présente loi, soit en vertu d'un des régimes de pensions visés à l'article 2 ou du régime de pensions des employés coloniaux.

Cette moyenne intervient à raison de 45 p. c. pour les autres travailleurs.

Le montant cumulé de la pension du travailleur et de l'un des avantages visés aux littéras b) et c) ci-dessus dont son épouse est bénéficiaire, ne peut être inférieur au montant de la pension qui aurait été accordée au travailleur si son épouse ne bénéficiait pas de l'un des avantages susvisés; le cas échéant, le montant de la pension du travailleur est augmenté à due concurrence.

Art. 14.

La pension atteint son montant maximum après une carrière s'échelonnant sur 45 années pour un homme ou 40 années pour une femme.

Lorsque la carrière s'échelonne sur un nombre d'années supérieur à 45 années pour un homme ou à 40 années pour une femme, la moyenne annuelle des rémunérations est calculée sur les 45 ou les 40 années les plus avantageuses pour le bénéficiaire.

HOOFDSTUK II.

Ouderdomspensioen.

Art. 12.

Het ouderdomspensioen gaat in vanaf 65 jaar voor een man en 60 jaar voor een vrouw.

Naar keuze en op verzoek van de betrokkene kan het evenwel ingaan in de loop van het tijdperk van 5 jaar dat voormelde leeftijden voorafgaat; in dit geval wordt het met 7 t. h. per jaar vervroeging vermindert.

Niettemin, wanneer het een werknemer geldt die in een bijzonder ongezond beroep was tewerkgesteld, worden de in lid 1 vermelde cijfers 65 en 60 onderscheidenlijk teruggebracht op 60 en 55.

De Koning bepaalt de als bijzonder ongezond te beschouwen beroepen en de andere toepassingsvoorwaarden van het voorgaand lid.

Art. 13.

Het pensioen wordt berekend in verhouding tot :

1^o het aantal kalenderjaren welke volgen op de inwerkingtreding van de wet en waarover de in artikel 4 bedoelde beroepsloopbaan zich uitstrekt.

Elk jaar wordt in aanmerking genomen naar rata van 1/45^{ste} voor de mannelijke werknemer en naar rata van 1/40^{ste} voor de vrouwelijke werknemer.

2^o het jaarlijks gemiddelde van de in hetzelfde artikel bedoelde lonen.

Dit gemiddelde wordt in aanmerking genomen naar rata van 60 t. h. voor de werknemer wiens echtgenote :

a) geen beroepsbedrijvigheid, behalve gelegenheidswerk, uitoefent in de zin van artikel 8.

b) geen rente, pensioen, vergoeding of toelage geniet, toegekend krachtens de wetgevingen betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ziekte of invaliditeit, de werkloosheidstoelagen, de arbeidsongevallen en de beroepsziekten, en

c) geen pensioen of enig andere als pensioen geldende uitkering geniet, hetzij krachtens deze wet, hetzij krachtens een der pensioenstelsels bedoeld in artikel 2 of krachtens het pensioenstelsel der koloniale werknemers.

Dit gemiddelde wordt in aanmerking genomen naar rata van 45 t. h. voor de andere werknemers.

Het samengevoegd bedrag van het pensioen van de werknemer en van een der in b) en c) hierboven bedoelde uitkeringen, waarop zijn echtgenote gerechtigd is, mag niet minder belopen dan het bedrag van het pensioen dat aan de werknemer zou toegekend geweest zijn indien zijn echtgenote niet gerechtigd was op een der vorenbedoelde uitkeringen; in voorkomend geval, wordt het bedrag van het pensioen van de werknemer tot een zodanig bedrag als nodig is verhoogd.

Art. 14.

Het maximumbedrag van het pensioen wordt bereikt na een loopbaan welke zich uitstrekt over 45 jaar voor een man en over 40 jaar voor een vrouw.

Wanneer de loopbaan zich uitstrekt over een aantal jaren dat 45 jaar overtreft voor een man of 40 jaar voor een vrouw, wordt het jaarlijks gemiddelde van de lonen berekend op de 45 of op de 40 jaren welke voor de gerechtigde het voordeligst zijn.

La pension ne peut être inférieure au montant équivalent à la rente calculée d'après des tarifs que le Roi détermine en se basant sur une cotisation égale à 5,5 p. c. des rémunérations brutes et fictives du travailleur, sans que soit opérée l'adaptation prévue à l'article 4.

Art. 15.

Si le bénéficiaire a été victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, le montant de sa pension de vieillesse est diminué des rentes établies avant tout paiement en capital, des allocations et des indemnités accordées en vertu des législations relatives à la réparation des dommages résultant d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

Toutefois, cette déduction n'est opérée que dans la mesure où lesdites rentes, allocations et indemnités excèdent soit l'allocation qui lui serait accordée si l'accident était survenu avant le 1^{er} juillet 1905, soit le montant maximum de l'allocation à laquelle il pourrait prétendre en vertu de la réglementation relative à l'octroi d'allocations supplémentaires en faveur de certains bénéficiaires de la loi du 24 juillet 1927 sur la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles.

Art. 16.

Par dérogation à l'article 13 le travailleur qui, à la date d'entrée en vigueur de la loi, est âgé de 20 ans au moins et satisfait aux prescriptions des articles 17 à 19 ou jouit d'un complément de pension de vieillesse, bénéficie d'une pension calculée conformément aux articles 20 à 22 inclus.

Art. 17.

§ 1^{er}. — Le travailleur visé à l'article 16 doit avoir été occupé, habituellement et en ordre principal, conformément à l'article 1^{er} ou à ses arrêtés d'exécution, pendant les quatre cinquièmes de la période allant de la date d'entrée en vigueur de la présente loi jusqu'à la date de sa demande de pension.

Si la période visée à l'alinéa 1^{er} ne comprend pas quinze années au moins, il y a lieu d'ajouter les années antérieures à la date d'entrée en vigueur de la présente loi nécessaires pour obtenir quinze années consécutives.

Si le travailleur a atteint avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi l'âge de 65 ans, s'il s'agit d'un homme, ou l'âge de 60 ans, s'il s'agit d'une femme, la période comprend les quinze années consécutives précédant immédiatement l'âge de 65 ans ou de 60 ans.

§ 2. — Le travailleur visé à l'article 16 qui ne se trouve pas dans les conditions prévues au § 1^{er} doit avoir exercé habituellement et en ordre principal soit successivement soit alternativement une occupation conformément à l'article 1^{er} ou à ses arrêtés d'exécution, une occupation en vertu de laquelle il a été assujéti à l'un des régimes de pensions visés à l'article 2 ou au régime de pensions des employés coloniaux ou une occupation comme travailleur indépendant, au total pendant les quatre cinquièmes d'une période commençant au plus tôt le 1^{er} janvier 1926 et comprenant au plus les 45 ou 40 années consécutives précédant immédiatement la date de la demande de pension, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme.

Art. 18.

Le Roi détermine les journées d'inactivité qui, au cours de la période visée à l'article 17, sont assimilables à des journées d'activité.

Het pensioen mag niet minder belopen dan het bedrag gelijkwaardig aan de rente berekend volgens de door de Koning te bepalen tarieven, op basis van een bijdrage gelijk aan 5,5 t. h. van de bruto- en fictieve lonen van de werknemer, zonder de in artikel 4 bedoelde aanpassing toe te passen.

Art. 15.

Indien de gerechtigde door een arbeidsongeval of een beroepsziekte werd getroffen, wordt het bedrag van zijn ouderdomspensioen verminderd met de renten vastgesteld vóór iedere uitbetaling in kapitaal, de toelagen en de vergoedingen, toegekend krachtens de wetgevingen betreffende de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen of uit beroepsziekten.

Deze vermindering wordt echter alleen toegepast voor zover die renten, toelagen en vergoedingen hoger zijn dan de toelage welke hem zou zijn verleend indien het ongeval vóór 1 Juli 1905 was gebeurd of hoger dan het maximumbedrag van de toelage waarop hij aanspraak zou kunnen maken krachtens de reglementering betreffende de toekenning van bijkomende toelagen ten voordele van sommige gerechtigden op de wet van 24 Juli 1927 betreffende de schadeloosstelling inzake beroepsziekten.

Art. 16.

In afwijking van artikel 13 is de werknemer, die bij de inwerkingtreding van de wet ten minste 20 jaar oud is en voldoet aan de bepalingen van de artikelen 17 tot en met 19 of het aanvullend ouderdomspensioen geniet, gerechtigd op een pensioen berekend overeenkomstig de artikelen 20 tot en met 22.

Art. 17.

§ 1. — De werknemer bedoeld in artikel 16 moet gewoonlijk en hoofdzakelijk tewerkgesteld geweest zijn overeenkomstig het eerste artikel of de uitvoeringsbesluiten er van, tijdens de vier vijfde van de periode lopende van de datum van de inwerkingtreding van deze wet tot de datum van zijn pensioenaanvraag.

Indien de periode bedoeld in lid 1 echter niet ten minste vijftien jaar omvat, moeten de jaren vóór de datum van de inwerkingtreding van deze wet, nodig om vijftien opeenvolgende jaren te bekomen, daaraan worden toegevoegd.

Heeft de werknemer vóór de datum van de inwerkingtreding van deze wet de leeftijd bereikt van 65 jaar voor een man, of van 60 jaar voor een vrouw, dan omvat de periode vijftien opeenvolgende jaren welke aan de leeftijd van 65 jaar of van 60 jaar onmiddellijk voorafgaan.

§ 2. — De werknemer bedoeld in artikel 16 die zich niet bevindt in de in § 1 bedoelde voorwaarden dient gewoonlijk en hoofdzakelijk, hetzij achtereenvolgens, hetzij beurtelings een beroepsbedrijvigheid te hebben uitgeoefend overeenkomstig het eerste artikel of de uitvoeringsbesluiten er van, een beroepsbedrijvigheid uit hoofde waarvan hij onderworpen is geweest aan een der pensioenstelsels bedoeld in artikel 2 of aan het pensioenstelsel der koloniale werknemers of een beroepsbedrijvigheid als zelfstandige arbeider, in totaal gedurende de vier vijfde van een periode die ten vroegste aanvangt op 1 Januari 1926 en ten hoogste, naargelang het een man of een vrouw betreft, de 45 of 40 opeenvolgende jaren omvat, die onmiddellijk de datum van de pensioenaanvraag voorafgaan.

Art. 18.

De Koning bepaalt de dagen van inactiviteit welke tijdens de in artikel 17 bedoelde periode, met arbeidsdagen kunnen worden gelijkgesteld.

Art. 19.

§ 1^{er}. — La preuve de l'occupation conformément à l'article 1^{er} de la présente loi ou à ses arrêtés d'exécution est faite :

1^o s'il est fait application de l'article 17, § 1^{er} :

a) pour les années antérieures à 1945, par toutes voies de droit;

b) du 1^{er} janvier 1945 à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, par des documents établissant que le travailleur a cotisé en vue de sa pension;

c) à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, par les inscriptions au compte individuel visé à l'article 7;

2^o s'il est fait application de l'article 17, § 2 :

a) pour les années antérieures à 1945, par toutes voies de droit;

b) à partir de 1945 jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, par des documents établissant que le travailleur a cotisé en vue de sa pension; et, pour la période passée en qualité de travailleur indépendant, par toutes voies de droit;

c) à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, par les inscriptions au compte individuel, visé à l'article 7; et, pour la période passée en qualité de travailleur indépendant, par toutes voies de droit.

§ 2. — La preuve d'une occupation visée à l'article 17, § 2, autre que celle dont il est question au § 1^{er}, est faite conformément aux règles fixées par le régime de pensions auquel le travailleur était soumis.

Art. 20.

Le travailleur visé à l'article 16, bénéficie d'une pension de vieillesse dont le montant annuel, sans préjudice de l'article 15, est fixé à :

1^o 26.000 francs, s'il s'agit d'un travailleur dont l'épouse :

a) n'exerce aucune activité professionnelle autre qu'un travail occasionnel au sens de l'article 8;

b) ne bénéficie pas d'une rente, pension, indemnité ou allocation accordée en vertu des législations concernant l'assurance-maladie-invalidité, les allocations de chômage, les accidents du travail et les maladies professionnelles, et

c) ne bénéficie pas d'une pension ou de tout autre avantage tenant lieu de pension, soit en vertu de la présente loi, soit en vertu d'un des régimes de pensions visés à l'article 2 ou du régime de pensions des employés coloniaux.

2^o 17.300 francs s'il s'agit d'un autre travailleur.

Toutefois, ce montant est fixé ou ramené à 13.000 francs lorsque le travailleur est marié ou établi en ménage et que chacun des conjoints ou chacune des personnes du ménage satisfait aux prescriptions de l'article 17. Est considérée comme ménage, toute cohabitation du travailleur avec une femme qui n'est ni parente, ni alliée jusqu'au troisième degré inclusivement.

Le montant cumulé de la pension du travailleur et de l'un des avantages visés au 1^o, b) et c) ci-dessus, dont son épouse bénéficie, ne peut être inférieur au montant de la pension qui aurait été accordée au travailleur si son épouse

Art. 19.

§ 1. — Het bewijs van tewerkstelling overeenkomstig het eerste artikel of de uitvoeringsbesluiten er van wordt geleverd :

1^o ingeval artikel 17, § 1, wordt toegepast :

a) wat de jaren vóór 1945 betreft, door alle rechtsmiddelen;

b) van 1 Januari 1945 tot de datum van de inwerkingtreding van deze wet, door documenten waaruit blijkt dat de werknemer met het oog op zijn pensioen bijgedragen heeft;

c) vanaf de inwerkingtreding van deze wet, door de inschrijvingen op de individuele rekening bedoeld in artikel 7.

2^o ingeval artikel 17, § 2, wordt toegepast :

a) wat de jaren vóór 1945 betreft, door alle rechtsmiddelen;

b) van 1 Januari 1945 tot de datum van de inwerkingtreding van deze wet, door documenten waaruit blijkt dat de werknemer met het oog op zijn pensioen bijgedragen heeft; en, voor de periode als zelfstandige arbeider doorgebracht, door alle rechtsmiddelen;

c) vanaf de inwerkingtreding van deze wet, door de inschrijvingen op de individuele rekening bedoeld in artikel 7; en, voor de periode als zelfstandig arbeider doorgebracht, door alle rechtsmiddelen.

§ 2. — Het bewijs van een in artikel 17, § 2, bedoelde tewerkstelling, andere dan deze waarvan sprake in § 1, wordt geleverd overeenkomstig de regels vastgesteld door het pensioenstelsel waaraan de werknemer onderworpen was.

Art. 20.

De werknemer bedoeld in artikel 16 is gerechtigd op een ouderdomspensioen waarvan het jaarlijks bedrag, onverminderd artikel 15, vastgesteld is op :

1^o 26.000 frank, wanneer het een werknemer betreft wiens echtgenote :

a) geen beroepsbedrijvigheid, behalve gelegenheidswerk, uitoefent in de zin van artikel 8;

b) geen rente, pensioen, vergoeding of toelage geniet, toegekend krachtens de wetgevingen betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ziekte of invaliditeit, de werkloosheidstoelagen, de arbeidsongevallen en de beroepsziekten, en

c) geen pensioen of enige andere als pensioen geldende uitkering geniet, hetzij krachtens deze wet, hetzij krachtens een der pensioenstelsels, bedoeld in artikel 2 of krachtens het pensioenstelsel der koloniale werknemers.

2^o 17.300 frank wanneer het een ander werknemer betreft.

Dit bedrag wordt nochtans gesteld op of verminderd tot 13.000 frank wanneer de werknemer gehuwd is of een huishouden heeft gevormd en ieder der echtgenoten of ieder lid van het huishouden voldoet aan de voorschriften van artikel 17. Wordt als huishouden beschouwd, elke samenwoning van de werknemer met een vrouw die noch bloed- noch aanverwante is tot en met de derde graad.

Het samengevoegd bedrag van het pensioen van de werknemer en van een der in b) en c) hierboven bedoelde uitkeringen, waarop zijn echtgenote gerechtigd is, mag niet minder belopen dan het bedrag van het pensioen dat

ne bénéficiait pas de l'un des avantages susvisés; le cas échéant, le montant de la pension du travailleur est augmenté à due concurrence.

Art. 21.

La pension de vieillesse garantie par l'article 20 est :

1^{re} augmentée de la rente prévue à l'article 3, alinéa 2, et diminuée de la rente théorique établie par le Roi;

2^{re} augmentée d'un montant égal à la différence entre la pension établie conformément aux articles 13 et 14, alinéas 1 et 2, et une quotité de la pension garantie par l'article 20.

Cette quotité s'obtient en multipliant le montant prévu à l'article 20 par une fraction dont le numérateur exprime le nombre d'années civiles au cours desquelles se situe la carrière professionnelle accomplie depuis l'entrée en vigueur de la présente loi et dont le dénominateur est 45 ou 40, selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme.

Art. 22.

§ 1^{er}. — La pension de vieillesse garantie par l'article 20 est diminuée si le travailleur visé à l'article 17, § 1^{er}, ou le travailleur qui bénéficiait d'un complément de pension de vieillesse à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, bénéficie d'une pension ou de tout autre avantage tenant lieu de pension en vertu d'un des régimes de pensions visés à l'article 2 ou du régime de pensions des employés coloniaux.

Le montant de cette diminution est égal à la somme obtenue en multipliant le montant fixé à l'article 20 par une fraction dont le dénominateur est 45 ou 40 selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme et dont le numérateur est égal au nombre d'années de carrière professionnelle en raison desquelles le travailleur a été soumis à l'un des régimes de pensions visés à l'alinéa précédent.

§ 2. — La pension de vieillesse garantie par l'article 20 accordée au travailleur visé à l'article 17, § 2, est diminuée d'un montant égal à la somme obtenue en multipliant le montant fixé à l'article 20 par une fraction dont le dénominateur est égal à 45 ou 40 selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme et dont le numérateur est égal au nombre d'années de carrière professionnelle en raison desquelles le travailleur a été soumis à l'un des régimes de pensions visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou pendant lesquelles il a exercé une profession indépendante.

§ 3. — Si le travailleur visé au § 2 n'est pas en droit de bénéficier de la pension de retraite ou de tous les avantages tenant lieu ou formant la pension de retraite prévue par l'un des régimes de pensions visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, auquel il a été soumis, l'administration ou l'institution chargée de la gestion de ce régime de pensions est tenue, à la requête du travailleur, de verser à l'organisme prévu à l'article 49, une somme égale au montant total des cotisations personnelles et patronales prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, en ce qui concerne les pensions de vieillesse, et par les lois antérieures relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, comme si le travailleur avait été soumis à ces lois et non au régime de pensions visé ci-dessus.

aan de werknemer zou toegekend geweest zijn indien zijn echtgenote niet gerechtigd was op een der vorenbedoelde uitkeringen; in voorkomend geval, wordt het bedrag van het pensioen van de werknemer tot een zodanig bedrag als nodig is verhoogd.

Art. 21.

Het in artikel 20 gewaarborgd ouderdomspensioen wordt:

1^o verhoogd met de rente bedoeld in artikel 3, lid 2, en verminderd met de door de Koning vastgestelde theoretische rente;

2^o verhoogd met een bedrag gelijk aan het verschil tussen het overeenkomstig de artikelen 13 en 14, lid 1 en 2, vastgesteld pensioen en een gedeelte van het in artikel 20 gewaarborgd pensioen.

Dit gedeelte wordt verkregen door het bedrag bepaald in artikel 20 te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de teller het aantal kalenderjaren vertegenwoordigt waarover de beroepsloopbaan zich, sedert de inwerkingtreding van deze wet, uitstrekt en waarvan de noemer 45 of 40 is naargelang het een man of een vrouw betreft.

Art. 22.

§ 1. — Het in artikel 20 gewaarborgd ouderdomspensioen wordt verminderd indien de in artikel 17, § 1, bedoelde werknemer of de werknemer die op de datum van inwerkingtreding van deze wet een aanvullend ouderdomspensioen genoot, gerechtigd is op een pensioen, of op enige andere als pensioen geldende uitkering, krachtens een der pensioenstelsels bedoeld in artikel 2, of krachtens het pensioenstelsel der koloniale werknemers.

Het bedrag van deze vermindering is gelijk aan de som welke bekomen wordt door het in artikel 20 vastgesteld bedrag te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de noemer 45 of 40 is naargelang het een man of een vrouw betreft en waarvan de teller gelijk is aan het aantal jaren van de beroepsloopbaan, uit hoofde waarvan de werknemer onderworpen is geweest aan een van de in voorgaand lid bedoelde pensioenstelsels.

§ 2. — Het in artikel 20 gewaarborgd ouderdomspensioen toegekend aan de in artikel 17, § 2, bedoelde werknemer wordt verminderd met een bedrag gelijk aan de som welke bekomen wordt door het in artikel 20 vastgesteld bedrag te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de noemer 45 of 40 is, naargelang het een man of een vrouw betreft en waarvan de teller gelijk is aan het aantal jaren van de beroepsloopbaan, uit hoofde waarvan de werknemer onderworpen is geweest aan een der in § 1, lid 1, bedoelde pensioenstelsels of tijdens welke hij een zelfstandig beroep heeft uitgeoefend.

§ 3. — Indien de in § 2 bedoelde werknemer niet gerechtigd is op het rustpensioen of op de uitkeringen die als pensioen gelden of die de samenstellende elementen van het rustpensioen uitmaken, voorzien door een der in § 1, lid 1, bedoelde pensioenstelsels, waaraan hij onderworpen is geweest, is het bestuur of de instelling, belast met het beheer van dit pensioenstelsel op verzoek van de werknemer, gehouden, aan het in artikel 49 bedoeld organisme een som te betalen gelijk aan het totaal bedrag van de persoonlijke- en werkgeversbijdragen, bepaald in zake de ouderdomspensioenen door de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, en door de vroegere wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, als ware de werknemer aan deze wetten onderworpen geweest en niet aan het hierboven bedoeld pensioenstelsel.

Dans ce cas, le montant de la pension de vieillesse n'est pas diminué conformément au § 2 et l'administration ou l'institution susvisée est déchargée de toute obligation présente ou future à l'égard du travailleur ou de ses ayants droit.

CHAPITRE III.

Des prestations en cas de décès du travailleur.

SECTION I.

De la pension de veuve.

Art. 23.

La pension de veuve prend cours à l'âge de 60 ans. Toutefois, au choix et à la demande de l'intéressée, elle peut prendre cours pendant la période de 5 années qui précède cet âge; dans ce cas, elle est réduite de 7 p. c. par année d'anticipation.

Art. 24.

L'octroi de la pension de veuve est subordonné à un an de mariage au moins.

Le paiement de la pension de veuve est suspendu :

1° lorsque la veuve se remarie. Dans ce cas, il lui est payé une somme égale à deux annuités de la pension de veuve;

2° lorsque la veuve constitue un nouveau ménage. Est considérée comme ménage, toute cohabitation de personnes de sexe différent, sauf si ces personnes sont parentes ou alliées jusqu'au troisième degré inclus.

Art. 25.

La pension de veuve est calculée proportionnellement :

1° au nombre d'années civiles postérieures à l'entrée en vigueur de la présente loi, au cours desquelles se situe la carrière professionnelle du mari défunt et au nombre d'années civiles pendant lesquelles la veuve a bénéficié de l'allocation de veuve.

Chaque année intervient à raison de 1/40^{me}.

2° à la moyenne annuelle des rémunérations du mari défunt, visées à l'article 4.

Cette moyenne intervient à raison de 30 p. c.

La pension de veuve ne peut être inférieure à un montant équivalent à la rente de veuve calculée d'après des tarifs que le Roi détermine, en se basant sur une cotisation égale à 5,50 p. c. des rémunérations brutes et fictives du mari, sans que soit opérée l'adaptation prévue à l'article 4.

Art. 26.

La pension de la veuve qui a été unie par des mariages successifs à des travailleurs appelés à bénéficier de la présente loi est calculée en tenant compte des carrières et des

In dat geval wordt het bedrag van het ouderdomspensioen niet verminderd overeenkomstig § 1 en het bestuur of de instelling, waarvan hierboven sprake is, ontheven van iedere tegenwoordige of toekomstige verbintenis ten opzichte van de werknemer of diens rechthebbenden.

HOOFDSTUK III.

Uitkeringen bij overlijden van de werknemer.

AFDELING I.

Weduwenpensioen.

Art. 23.

Het weduwenpensioen gaat in op 60 jarige leeftijd.

Het kan evenwel, naar keuze en op verzoek van de betrokkene, ingaan in de periode van 5 jaar welke aan deze leeftijd voorafgaat; in dit geval wordt het met 7 t. h. per jaar vervroeging verminderd.

Art. 24.

Het weduwenpensioen wordt eerst na ten minste één jaar huwelijk verleend.

De uitbetaling van het weduwenpensioen wordt geschorst :

1° wanneer de weduwe hertrouwt. In dit geval wordt haar een som uitbetaald gelijk aan twee annuïteiten van het weduwenpensioen;

2° wanneer de weduwe een nieuw huishouden vormt. Wordt als huishouden beschouwd, elke samenwoning van personen van verschillend geslacht, behalve wanneer die personen bloed- of aanverwanten zijn tot en met de derde graad.

Art. 25.

Het weduwenpensioen wordt berekend in verhouding tot :

1° het aantal kalenderjaren welke volgen op de inwerkingtreding van deze wet en waarover de beroepsloopbaan van de man zich uitstrekt, alsmede tot het aantal kalenderjaren tijdens welke de weduwe een weduwentoelage genoten heeft.

Elk jaar wordt in aanmerking genomen naar rata van 1/40^{ste}.

2° het jaarlijks gemiddelde van de in artikel 4 bedoelde lonen van de overleden man.

Dit gemiddelde wordt in aanmerking genomen naar rata van 30 t. h.

Het weduwenpensioen mag niet minder belopen dan het bedrag gelijkwaardig aan de weduwenrente, berekend volgens de door de Koning te bepalen tarieven op basis van een bijdrage gelijk aan 5,50 t. h. van de bruto- en fictieve lonen van de man, zonder de in artikel 4 bedoelde aanpassing toe te passen.

Art. 26.

Het pensioen van de weduwe die opeenvolgende huwelijken heeft aangegaan met werknemers die voor deze wet in aanmerking komen, wordt berekend met inachtneming

rémunérations de ses maris défunts; si la durée de ces carrières cumulées dépasse 40 années, seules les 40 années les plus avantageuses pour la bénéficiaire sont prises en considération.

Art. 27.

La pension de veuve est diminuée de la rente de veuve accordée en vertu des législations concernant la réparation des dommages résultant d'accidents du travail ou de maladies professionnelles et établie avant tout paiement en capital, ainsi que des allocations accordées en vertu des mêmes législations.

Toutefois, cette déduction n'est opérée que dans la mesure où lesdites rentes et allocations excèdent soit l'allocation qui lui serait accordée si l'accident était survenu avant le 1^{er} juillet 1905, soit le montant maximum de l'allocation à laquelle elle pourrait prétendre en vertu de la réglementation relative à l'octroi d'allocations supplémentaires en faveur de certains bénéficiaires de la loi du 24 juillet 1927 sur la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles.

Art. 28.

Par dérogation à l'article 25, la veuve bénéficie d'une pension de veuve calculée conformément aux articles 32 à 35 :

1^o si elle est bénéficiaire d'un complément de pension de survie, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ou

2^o si son mari, âgé de 20 ans au moins à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, remplissait les conditions prévues aux articles 17 à 19; dans le cas où le mari n'était pas pensionné, les périodes visées à l'article 17 se terminent au jour de son décès.

ou 3^o si son mari décédé avant la date d'entrée en vigueur de la présente loi a été occupé, dans les conditions fixées à l'article 17, § 1^{er}, pendant la période de 15 années consécutives précédant immédiatement son 65^{me} anniversaire de naissance ou le jour de son décès si celui-ci est antérieur à cet anniversaire, ou subsidiairement si son mari défunt remplissait les conditions prévues à l'article 17, § 2; dans ce dernier cas la période à prendre en considération se termine le jour du 65^{me} anniversaire de naissance, ou le jour du décès si celui-ci est antérieur à cet anniversaire.

Art. 29.

La veuve dont il est question à l'article 28 bénéficie d'une pension de veuve dont le montant annuel est fixé à 13.000 francs, sans préjudice de l'article 27.

Art. 30.

La pension de veuve garantie par l'article 32 est :

1^o augmentée de la rente prévue à l'article 3, alinéa 2, et diminuée de la rente théorique établie par le Roi;

2^o augmentée d'un montant égal à la différence entre la pension établie conformément aux articles 25 et 26 et une quotité de la pension garantie par l'article 32. Cette quotité s'obtient en multipliant le montant prévu à l'article 32 par une fraction dont le numérateur exprime le nombre d'années civiles au cours desquelles se situe la

van de dienstjaren en de lonen van haar overleden echtgenoten; wanneer de duur van deze samengevoegde dienstjaren 40 jaar te boven gaat, worden alleen de 40 jaren, welke voor de gerechtigde weduwe het gunstigst zijn in aanmerking genomen.

Art. 27.

Het weduwenpensioen wordt verminderd met de vóór iedere uitbetaling in kapitaal vastgestelde weduwenrente, welke krachtens de wetgevingen betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen of beroepsziekten is toegekend alsmede met de krachtens dezelfde wetgevingen verleende toelagen.

Deze vermindering wordt echter alleen toegepast voor zover die renten en toelagen hoger zijn dan de toelage welke haar zou zijn verleend, indien het ongeval vóór 1 Juli 1905 had plaats gehad of hoger dan het maximumbedrag van de toelage waarop zij aanspraak zou kunnen maken krachtens de reglementering betreffende de toekenning van bijkomende toelagen ten voordele van sommige gerechtigden op de wet van 24 Juli 1927 betreffende de schadeloosstelling inzake beroepsziekten.

Art. 28.

In afwijking van artikel 25 bekomt de weduwe een pensioen berekend overeenkomstig de artikelen 32 tot en met 35 :

1^o indien zij op de datum van de inwerkingtreding van deze wet op een aanvullend overlevingspensioen gerechtigd is, of

2^o indien haar man, die ten minste 20 jaar oud was op de datum van de inwerkingtreding van deze wet, de in de artikelen 17 tot en met 19 gestelde voorwaarden vervulde; ingeval de man niet gepensionneerd was nemen de in artikel 17 bedoelde perioden een einde op de dag van zijn overlijden.

of 3^o indien haar man overleden vóór de datum van inwerkingtreding van deze wet tewergesteld is geweest in de voorwaarden vastgesteld in artikel 17, § 1, tijdens de periode van 15 opeenvolgende jaren die onmiddellijk zijn 65^{ste} verjaardag van geboorte voorafgaan of de dag van zijn overlijden indien dit vóór deze verjaardag plaats had, of in ondergeschikte orde, indien haar overleden man de in artikel 17, § 2, gestelde voorwaarden vervulde; in dit laatste geval, neemt de in aanmerking te nemen periode een einde de dag van de 65^{ste} verjaardag van geboorte of de dag van het overlijden, indien dit deze verjaardag voorafgaat.

Art. 29.

Onverminderd artikel 27, geniet de weduwe van wie sprake is in artikel 28 een weduwenpensioen, waarvan het jaarlijks bedrag vastgesteld is op 13.000 frank.

Art. 30.

Het in artikel 32 gewaarborgd weduwenpensioen wordt :

1^o verhoogd met de rente bedoeld in artikel 3, lid 2, en verminderd met de door de Koning vastgestelde theoretische rente;

2^o verhoogd met een bedrag gelijk aan het verschil tussen het overeenkomstig de artikelen 25 en 26 vastgestelde pensioen en een gedeelte van het in artikel 32 gewaarborgde pensioen. Dit gedeelte wordt verkregen door het bedrag bepaald in artikel 32 te vermenigvuldigen met een breuk, waarvan de teller het aantal kalenderjaren vertegen-

carrière professionnelle du mari, accomplie depuis l'entrée en vigueur de la présente loi et dont le dénominateur est 40.

Art. 31.

§ 1^{er}. — La pension de veuve garantie par l'article 32 est diminuée si la veuve d'un travailleur visé à l'article 17, § 1^{er}, ou la veuve qui jouissait d'un complément de pension de survie à la date d'entrée en vigueur de la présente loi bénéficie d'une pension de veuve ou de tout autre avantage tenant lieu de pension de veuve en vertu d'un des régimes de pension visés à l'article 2 ou du régime de pension des employés coloniaux.

Le montant de cette diminution est égal à la somme obtenue en multipliant le montant fixé à l'article 32 par une fraction dont le dénominateur est 40 et dont le numérateur est égal au nombre d'années de carrière professionnelle en raison desquelles le mari défunt a été soumis à l'un des régimes de pensions visés à l'alinéa précédent.

§ 2. — La pension de veuve garantie par l'article 32 accordée à la veuve d'un travailleur visé à l'article 17, § 2, est diminuée d'un montant égal à la somme obtenue en multipliant le montant fixé à l'article 32 par une fraction dont le dénominateur est égal à 40 et dont le numérateur est égal au nombre d'années de carrière professionnelle en raison desquelles le mari défunt a été soumis à l'un des régimes de pensions visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, ou pendant lesquelles il a exercé une profession indépendante.

§ 3. — Si la veuve visée au § 2 ne bénéficie pas de la pension de veuve ou des avantages tenant lieu ou formant la pension de veuve prévue par l'un des régimes de pensions visés au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, auquel son mari défunt a été soumis, l'administration ou l'institution chargée de la gestion de ce régime de pensions est tenue, à la requête de la veuve, de verser à l'organisme prévu à l'article 49, une somme égale au montant total des cotisations personnelles et patronales prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, en ce qui concerne les pensions de vieillesse et par les lois antérieures relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, comme si le mari défunt avait été soumis à ces lois et non au régime de pensions visé ci-dessus.

Dans ce cas, le montant de la pension de veuve n'est pas diminué conformément au § 2 et l'administration ou l'institution susvisée est déchargée de toute obligation présente ou future à l'égard de la veuve.

La veuve ne peut user de la faculté prévue par le présent paragraphe que si son mari n'a pas fait valoir ses droits à la pension de vieillesse en vertu de l'article 17, § 2.

Art. 32.

Les pensions garanties par les articles 20 et 32 ne peuvent être cumulées.

La pension de vieillesse garantie par l'article 20 ne peut être cumulée avec une pension de veuve ou tout autre avantage tenant lieu de pension de veuve accordé en vertu d'un des régimes de pensions visés à l'article 2 ou du régime de pensions des employés coloniaux.

La pension de veuve garantie par l'article 32 ne peut être

worddigt waarover de beroepsloopbaan van de man zich, sedert de inwerkingtreding van deze wet, uitstrekt en waarvan de noemer 40 is.

Art. 31.

§ 1. — Het in artikel 32 gewaarborgd weduwnpensioen wordt verminderd indien de weduwe van een in artikel 17, § 1, bedoelde werknemer of de weduwe, die op de datum van de inwerkingtreding van deze wet een aanvullend overlevingspensioen genoot, gerechtigd is op een weduwnpensioen of een als weduwnpensioen geldende uitkering, krachtens een der pensioenstelsels bedoeld in artikel 2 of krachtens het pensioenstelsel der koloniale werknemers.

Het bedrag van deze vermindering is gelijk aan de som welke bekomen wordt door het in artikel 32 vastgesteld bedrag te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de noemer 40 is en waarvan de teller gelijk is aan het aantal jaren van de beroepsloopbaan, uit hoofde waarvan de overleden man onderworpen is geweest aan een der in het vorig lid bedoelde pensioenstelsels.

§ 2. — Het in artikel 32 gewaarborgd weduwnpensioen toegekend aan de weduwe van een in artikel 17, § 2, bedoelde werknemer wordt verminderd met een bedrag gelijk aan de som welke bekomen wordt door het in artikel 32 vastgesteld bedrag te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de noemer 40 is en waarvan de teller gelijk is aan het aantal jaren van de beroepsloopbaan, uit hoofde waarvan de overleden man onderworpen is geweest aan een der in § 1, lid 1, bedoelde pensioenstelsels of tijdens welke hij een zelfstandig beroep heeft uitgeoefend.

§ 3. — Indien de in § 2 bedoelde weduwe niet gerechtigd is op het weduwnpensioen of op de uitkeringen die als pensioen gelden of die de samenstellende elementen van het weduwnpensioen uitmaken, voorzien door een der in § 1, lid 1, bedoelde pensioenstelsels, waaraan de overleden man onderworpen is geweest, is het bestuur of de instelling, belast met het beheer van dit pensioenstelsel op verzoek van de weduwe gehouden, aan het in artikel 49 bedoeld organisme een som te betalen gelijk aan het totaal bedrag van de persoonlijke- en werkgeversbijdragen, voorzien in zake de ouderdomspensioenen door de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, en door de vroegere wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, als ware de overleden man aan deze wetten onderworpen geweest en niet aan het hierboven bedoeld pensioenstelsel.

In dat geval wordt het bedrag van het weduwnpensioen niet verminderd overeenkomstig § 2 en het bestuur of de instelling, waarvan hierboven sprake is, ontheven van iedere tegenwoordige of toekomstige verbintenis ten opzichte van de weduwe.

De weduwe kan van de in deze paragraaf bedoelde mogelijkheid slechts gebruik maken indien haar man zijn rechten op ouderdomspensioen niet heeft doen gelden krachtens artikel 17, § 2.

Art. 32.

De in de artikelen 20 en 32 gewaarborgde pensioenen mogen niet worden samengevoegd.

Het in artikel 20 gewaarborgd weduwnpensioen mag niet worden samengenoten met een weduwnpensioen of met ieder andere als weduwnpensioen geldende uitkering toegekend krachtens een der in artikel 2 bedoelde pensioenstelsels of krachtens het pensioenstelsel der koloniale werknemers.

Het in artikel 32 gewaarborgd weduwnpensioen mag

cumulée avec une pension de retraite ou tout autre avantage tenant lieu de pension de retraite accordé en vertu d'un des régimes de pensions visés à l'article 2 ou du régime de pensions des employés coloniaux.

La veuve dont il est question à l'article 28 qui a été unie par des mariages successifs à des travailleurs appelés à bénéficier de la présente loi ne peut obtenir qu'une seule pension de veuve garantie par l'article 32.

La veuve dont il est question à l'article 28 qui a été unie par des mariages successifs à un travailleur appelé à bénéficier de la présente loi et à un travailleur soumis à l'un des régimes de pensions visés à l'article 2 ou au régime de pension des employés coloniaux, ne peut obtenir la pension de veuve garantie par l'article 32 que si elle renonce à la pension de veuve ou à tout autre avantage tenant lieu de pension de veuve qui lui serait accordée en vertu de l'un des régimes de pensions susvisés.

SECTION 2.

De l'allocation de veuve.

Art. 33.

La veuve âgée de moins de 60 ans qui compte au moins une année de mariage et qui établit, conformément à l'article 19, § 1^{er}, 1^o, c) que son mari, décédé une année au moins après la date d'entrée en vigueur de la présente loi, a été occupé habituellement et en ordre principal, conformément à l'article 1^{er} ou à ses arrêtés d'exécution et compte tenu de l'article 18, pendant la période de douze mois précédant le jour de son décès, bénéficie d'une allocation de veuve si elle remplit une des conditions suivantes :

- 1) être âgée de 45 ans au moins au jour du décès de son mari;
- 2) être atteinte d'une incapacité de travail de 66 p. c. au moins;
- 3) avoir la charge d'un enfant de moins de 18 ans. Cet âge est porté à 21 ans, lorsque l'enfant est aux études. Il n'est tenu compte d'aucune limite d'âge, quand il s'agit d'un enfant atteint d'incapacité physique ou mentale.

4) être âgée de 45 ans au moins au moment où elle cesse de remplir une des conditions visées aux 2) et 3) ci-dessus.

Il est tenu compte des enfants légitimes, naturels ou adoptés de la veuve et de son ou de ses conjoints ainsi que des enfants nés trois cents jours au plus après la dissolution du mariage.

Art. 34.

Le montant annuel de l'allocation de veuve est égal à 25 p. c. de la moyenne annuelle des rémunérations visées à l'article 4. Ce montant ne peut être inférieur à un montant équivalent à la rente temporaire calculée d'après les tarifs que le Roi détermine, en se basant sur une cotisation de 5,5 p. c. des rémunérations brutes et fictives du mari sans que soit opérée l'adaption prévue à l'article 4.

niet worden samengevoegd met een rustpensioen of ieder andere als rustpensioen geldende uitkering toegekend krachtens een der in artikel 2 bedoelde pensioenstelsels of krachtens het pensioenstelsel der koloniale werknemers.

De weduwe van wie sprake in artikel 28, die opeenvolgende huwelijken heeft aangegaan met werknemers die voor deze wet in aanmerking komen, kan slechts één in artikel 32 gewaarborgd weduwnepensioen bekomen.

De weduwe van wie sprake in artikel 28, die opeenvolgende huwelijken heeft aangegaan met een werknemer die voor deze wet in aanmerking komt en met een werknemer die onderworpen is geweest aan de pensioenstelsels bedoeld in artikel 2 of aan het pensioenstelsel der koloniale werknemers, kan het in artikel 32 gewaarborgd weduwnepensioen slechts bekomen, indien zij afziet van het weduwnepensioen of aan iedere andere als weduwnepensioen geldende uitkering, die haar zou toegekend zijn krachtens een der vorenbedoelde pensioenstelsels.

AFDELING 2.

Weduwentoelage.

Art. 33.

De weduwe van minder dan 60 jaar die ten minste één jaar huwelijk telt en die, overeenkomstig artikel 19, § 1, 1^o, c) bewijst dat haar man, ten minste één jaar na de datum van inwerkingtreding van deze wet overleden, gewoonlijk en hoofdzakelijk, rekening houdend met artikel 18, tewerkgesteld is geweest overeenkomstig het eerste artikel of de uitvoeringsbesluiten er van tijdens de periode van twaalf maanden die de dag van zijn overlijden voorafgaat, is gerechtigd op een weduwentoelage, mits zij aan een der volgende voorwaarden voldoet :

- 1) ten minste 45 jaar oud zijn op de dag van het overlijden van haar man;
- 2) een arbeidsongeschiktheid hebben van ten minste 66 t. h.;
- 3) een kind van minder dan 18 jaar ten laste hebben. Die leeftijd wordt op 21 jaar gebracht, wanneer het kind studeert. Geen enkele leeftijdsgrens wordt in acht genomen waar het lichamelijk of geestelijk gehandicapte kinderen geldt.

4) ten minste 45 jaar oud zijn op het ogenblik dat ze ophoudt te voldoen aan een der hierboven in 2) en 3) bedoelde voorwaarden.

Er wordt rekening gehouden met de wettige, natuurlijke of aangenomen kinderen van haar en van haar echtgenoten, alsmede met de kinderen die ten hoogste 300 dagen na de ontbinding van het huwelijk geboren zijn.

Art. 34.

Het jaarlijks bedrag van de weduwentoelage is gelijk aan 25 t. h. van het jaarlijks gemiddelde der in artikel 4 bedoelde lonen. Dit bedrag mag niet lager zijn dan een bedrag gelijkwaardig aan de tijdelijke rente, berekend volgens de door de Koning te bepalen tarieven, op basis van een bijdrage van 5,5 t. h. van de bruto- en fictieve lonen van de man, zonder de in artikel 4 bedoelde aanpassing toe te passen.

Art. 35.

Le paiement de l'allocation de veuve est suspendu :

1^o lorsque la veuve se remarie. Dans ce cas, il lui est payé une somme égale à deux annuités de l'allocation de veuve;

2^o lorsque la veuve constitue un nouveau ménage. Est considérée comme ménage, toute cohabitation de personnes de sexe différent, sauf si ces personnes sont parentes ou alliées jusqu'au troisième degré inclusivement;

3^o lorsque disparaît une des conditions requises à l'article 36.

Art. 36.

La pension octroyée à une veuve qui a bénéficié d'une allocation de veuve pendant quinze ans au moins ne peut être inférieure à ladite allocation.

Art. 37.

L'allocation de veuve est diminuée de toute autre rente, pension, indemnité ou allocation accordée, à titre personnel, à la bénéficiaire, par application d'une disposition légale ou réglementaire.

SECTION 3.

De l'indemnité d'adaptation.

Art. 38.

La veuve qui, au décès de son mari, ne peut bénéficier de la pension ou de l'allocation de veuve reçoit une indemnité d'adaptation égale à une annuité de l'allocation de veuve prévue à l'article 37.

Le Roi détermine les conditions de paiement de cette indemnité qui n'est due qu'une seule fois.

Art. 39.

Allocation d'orphelins.

Les enfants d'un travailleur décédé peuvent, sous certaines conditions, bénéficier de l'allocation d'orphelins.

L'application de cette disposition ainsi que le montant et les conditions d'octroi seront déterminés par le Roi.

CHAPITRE IV.

Du financement.

Art. 40.

Les dépenses résultant de l'application de la présente loi sont couvertes par :

1^o la subvention de l'Etat prévue à l'article 48;

2^o la part des cotisations des travailleurs et des employeurs prévue à l'article 3, alinéa 1, 2^o, et alinéa 3, 2^o, ainsi qu'à l'article 4, alinéa 1, A, 1^o, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par les articles 43 et 44 de la présente loi;

Art. 35.

De uitbetaling van de weduwentolage wordt geschorst :

1^o wanneer de weduwe hertrouwt. In dit geval wordt haar een som uitbetaald gelijk aan twee annuïteiten van het weduwenpensioen;

2^o wanneer de weduwe een nieuw huishouden vormt. Wordt als huishouden beschouwd, elke samenwoning van personen van verschillend geslacht, behalve wanneer die personen bloed- of aanverwanten zijn tot en met de derde graad;

3^o wanneer een der in artikel 36 gestelde voorwaarden wegvalt.

Art. 36.

Het pensioen toegekend aan een weduwe die gedurende ten minste vijftien jaar een weduwentolage ontving, kan niet minder bedragen dan die toelage.

Art. 37.

Van de weduwentolage worden afgetrokken om het even welke rente, pensioen, vergoeding of toelage aan de gerechtigde ten persoonlijke titel toegekend bij toepassing van een wettelijke of reglementaire bepaling.

AFDELING 3.

Aanpassingsvergoeding.

Art. 38.

De weduwe die, bij het overlijden van haar man, geen aanspraak kan maken op het weduwenpensioen of op de weduwentolage, ontvangt een aanpassingsvergoeding gelijk aan één annuïteit van de bij artikel 37 bedoelde weduwentolage.

De Koning bepaalt de betalingsvoorwaarden van deze vergoeding, die slechts éénmaal verschuldigd is.

Art. 39.

Wezentolagen.

De kinderen van een overleden arbeider kunnen, onder bepaalde voorwaarden, aanspraak maken op wezentolage.

De toepassing van deze bepaling wordt, alsmede het bedrag en de toekenningsvoorwaarden, door de Koning vastgesteld.

HOOFDSTUK IV.

Geldmiddelen.

Art. 40.

De uitgaven voortvloeiend uit de toepassing van deze wet worden gedekt door :

1^o de Rijkstoelage bepaald in artikel 48;

2^o het gedeelte van de bijdragen van de werknemers en van de werkgevers dat bepaald is in artikel 3, lid 1, 2^o, en lid 3, 2^o, alsmede in artikel 4, lid 1, A, 1^o, van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de artikelen 43 en 44 van deze wet;

3° les cotisations des travailleurs et des employeurs visées à l'article 45 de la présente loi;

4° les cotisations des travailleurs afférentes aux rémunérations fictives visées à l'article 4, 2°, et s'il est fait application de l'article 1^{er}, alinéa 5, les cotisations des travailleurs et de leurs employeurs. Le Roi détermine les cas et les modalités d'application de la présente disposition.

Art. 41.

§ 1^{er}. — L'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par les lois des 27 mars 1951 et 29 décembre 1952, est remplacé par les dispositions suivantes :

« La cotisation du travailleur comprend :

1° 4,50 p. c. ou 8 p. c. du montant de sa rémunération, selon qu'il s'agit d'un ouvrier ou d'un employé, sans qu'il soit tenu compte, pour le calcul de cette cotisation, de la fraction de rémunération dépassant 5.000 francs par mois;

2° 3,75 p. c. du montant de sa rémunération, s'il s'agit d'un ouvrier.

Cette part de la cotisation est portée à :

- 4,— p. c. à partir du 1^{er} janvier 1954;
- 4,25 p. c. à partir du 1^{er} janvier 1955;
- 4,50 p. c. à partir du 1^{er} janvier 1956.

Cette part est destinée à être versée conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, littéra A, 1°.

§ 2. — L'article 3, alinéa 3, du même arrêté-loi, modifié par les lois des 27 mars 1951 et 29 décembre 1952 est remplacé par la disposition suivante :

« La cotisation de l'employeur comprend :

1° 11 p. c. ou 17,25 p. c. du montant de la rémunération du travailleur selon qu'il s'agit d'un ouvrier ou d'un employé, sans qu'il soit tenu compte, pour le calcul de cette cotisation, de la fraction de rémunération dépassant 5.000 francs par mois;

2° 3,75 p. c. du montant de la rémunération de l'ouvrier.

Cette part de la cotisation est portée à :

- 4,— p. c. à partir du 1^{er} janvier 1954;
- 4,25 p. c. à partir du 1^{er} janvier 1955;
- 4,50 p. c. à partir du 1^{er} janvier 1956.

Cette part est destinée à être versée conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, littéra A, 1°;

3° 5 p. c. du montant de la rémunération de l'ouvrier. Cette part de la cotisation est destinée à être versée conformément à l'article 4, alinéa 1^{er}, littéra A, 5°.

Art. 42.

L'article 4, alinéa 1^{er}, littéra A, 1° du même arrêté-loi modifié par la loi du 29 décembre 1952, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° 7,50 p. c. du montant des salaires à l'Office national des pensions pour ouvriers; ce taux est porté respectivement à 8 p. c., 8,50 p. c. et 9 p. c. à partir du 1^{er} janvier des années 1954, 1955 et 1956. »

3° de in artikel 45 van deze wet bepaalde werknemers- en werkgeversbijdragen;

4° de werknemersbijdragen, welke betrekking hebben op de in artikel 4, 2°, bedoelde fictieve lonen, en in geval van toepassing van artikel 1, lid 5, de bijdragen van de werknemers en van hun werkgever. De Koning bepaalt in welke gevallen en volgens welke modaliteiten deze bepaling wordt toegepast.

Art. 41.

§ 1. — Artikel 3, lid 1, van de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wetten van 27 Maart 1951 en 29 December 1952, wordt vervangen door volgende bepaling :

« De bijdrage van de werknemer omvat :

1° 4,50 t. h. of 8 t. h. van het bedrag van zijn loon, naargelang het een werkmán of een bediende betreft, zonder dat voor de berekening van deze bijdrage rekening wordt gehouden met het gedeelte van het loon dat 5.000 frank per maand overtreft;

2° 3,75 t. h. van het bedrag van zijn loon indien het een werkmán betreft.

Dit gedeelte van de bijdrage wordt gebracht op :

- 4,— t. h. vanaf 1 Januari 1954;
- 4,25 t. h. vanaf 1 Januari 1955;
- 4,50 t. h. vanaf 1 Januari 1956.

Dit deel is bestemd om gestort te worden overeenkomstig artikel 4, lid 1, littéra A, 1°.

§ 2. — Artikel 3, lid 3, van dezelfde besluitwet, gewijzigd bij de wetten van 27 Maart 1951 en 29 December 1952, wordt vervangen door volgende bepaling :

« De bijdrage van de werkgever omvat :

1° 11 t. h. of 17,25 t. h. van het bedrag van het loon van de werknemer, naargelang het een werkmán of een bediende betreft, zonder dat voor de berekening van deze bijdrage rekening wordt gehouden met het gedeelte van het loon dat 5.000 frank per maand overtreft;

2° 3,75 t. h. van het bedrag van het loon van de werkmán.

Dit deel van de bijdrage wordt gebracht op :

- 4,— t. h. vanaf 1 Januari 1954;
- 4,25 t. h. vanaf 1 Januari 1955;
- 4,50 t. h. vanaf 1 Januari 1956.

Dit deel is bestemd om gestort te worden overeenkomstig artikel 4, lid 1, littéra A, 1°;

3° 5 t. h. van het bedrag der bezoldiging van de werkmán. Dit deel der bijdrage is bestemd om gestort te worden overeenkomstig artikel 4, lid 1, littéra A, 5°.

Art. 42.

Artikel 4, lid 1, littéra A, 1°, van dezelfde besluitwet gewijzigd bij de wet van 29 December 1952 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« 1° 7,50 t. h. van het bedrag der lonen aan de Rijksdienst voor arbeidspensioenen; dit bedrag wordt onderscheidenlijk op 8 t. h., 8,50 t. h. en 9 t. h. gebracht, vanaf 1 Januari van de jaren 1954, 1955 en 1956. »

Art. 43.

La cotisation due par le travailleur appelé à bénéficier des dispositions de la présente loi et auquel le Roi n'a pas encore étendu l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, est égale à 3,75 p. c. du montant de sa rémunération.

Cette cotisation est portée à :

4,— p. c. à partir du 1^{er} janvier 1954;
4,25 p. c. à partir du 1^{er} janvier 1955;
4,50 p. c. à partir du 1^{er} janvier 1956.

Cette cotisation est retenue à chaque paie par l'employeur. Il doit se conformer aux dispositions des arrêtés pris en exécution de la loi du 26 janvier 1951, relative à la simplification des documents dont la tenue est imposée par la législation sociale.

La cotisation de l'employeur occupant un travailleur visé à l'alinéa 1^{er} est égale à celle du travailleur.

Ces cotisations sont établies en négligeant les décimes et les centimes lorsqu'ils sont inférieurs ou égaux à 50 centimes et en les arrondissant au franc supérieur lorsqu'ils dépassent 50 centimes.

L'employeur est responsable du paiement de la cotisation du travailleur comme de la sienne propre. Ces cotisations sont remises trimestriellement à l'Office national de sécurité sociale qui en verse le produit à l'Office national des pensions pour ouvriers.

Art. 44.

Les articles 12 et 12bis de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 précité sont applicables aux employeurs visés à l'article 45.

Art. 45.

L'article 5 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 précité cesse d'être applicable aux bénéficiaires de la présente loi.

Art. 46.

L'Etat verse à l'Office national des pensions pour ouvriers une subvention annuelle de 1.200 millions de francs.

A partir du 1^{er} janvier qui suit la date d'entrée en vigueur de la présente loi, cette subvention est augmentée de 40 millions de francs chaque année et pendant 20 ans. Jusqu'en 1983, elle comprend un montant de 675 millions de francs prélevé sur les fonds visés à l'article 61, paragraphe 4, 1^o et 2^o, des lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, modifiées par la loi du 30 décembre 1950.

CHAPITRE V.

Administration.

Art. 47.

Il est institué auprès du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale un « Office national des pensions pour ouvriers ».

Art. 43.

De bijdrage verschuldigd door de werknemer die voor deze wet in aanmerking komt en op wie de Koning de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders nog niet toepasselijk heeft verklaard, belooft 3,75 t. h. van het bedrag van zijn loon.

Dit bedrag wordt gebracht op :

4,— t. h. vanaf 1 Januari 1954;
4,25 t. h. vanaf 1 Januari 1955;
4,50 t. h. vanaf 1 Januari 1956.

Deze bijdrage wordt bij iedere betaling van het loon ingehouden door de werkgever. Hij moet de bepalingen van de besluiten tot uitvoering van de wet van 26 Januari 1951, betreffende de vereenvoudiging der documenten waarvan het bijhouden door de sociale wetgeving opgelegd is, naleven.

De bijdrage van de werkgever die een in het eerste lid bedoelde werknemer tewerkstelt, is gelijk aan deze van de werknemer.

Deze bijdragen worden vastgesteld zonder rekening te houden met de deciemen en de centiemen, wanneer deze lager zijn dan of gelijk aan 50 centiemen, en afgerond op de naasthogere frank wanneer zij 50 centiemen overschrijden.

De werkgever is aansprakelijk voor de betaling van de bijdrage van de werknemer evenals voor die van zijn eigen bijdrage. Deze bijdragen worden om het kwartaal overgemaakt aan de Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid, die de opbrengst er van bij de Rijksdienst voor arbeidspensioenen stort.

Art. 44.

De artikelen 12 en 12bis van de voormelde besluitwet van 28 December 1944 zijn van toepassing op de in artikel 45 bedoelde werkgevers.

Art. 45.

Artikel 5 van voornoemde besluitwet van 28 December 1944 is niet langer van toepassing op de gerechtigden van deze wet.

Art. 46.

Het Rijk verleent aan de Rijksdienst voor arbeidspensioenen een jaarlijkse toelage van 1.200 miljoen frank.

Vanaf 1 Januari welke volgt op de datum van de inwerkingtreding van deze wet, wordt deze toelage elk jaar met 40 miljoen frank verhoogd, en wel gedurende 20 jaar. Tot 1983 bevat zij een bedrag van 675 miljoen frank, afgenomen op de gelden bedoeld in artikel 61, paragraaf 4, 1^o en 2^o, van de samengeordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, gewijzigd bij de wet van 30 December 1950.

HOOFDSTUK V.

Administratie.

Art. 47.

Bij het Ministerie van Arbeid en Sociale Voorzorg wordt een « Rijksdienst voor arbeidspensioenen » opgericht.

Cet Office est un établissement public doté de la personnalité civile.

Il a pour objet d'assurer, sous la garantie de l'Etat, l'application de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution et spécialement de fixer le montant des prestations et de le signifier aux bénéficiaires.

Il donne son avis sur les propositions de modification du régime de pensions organisé par la présente loi, émanant du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

L'Office national des pensions pour ouvriers est administré par un comité de gestion nommé par le Roi et comprenant :

1° des représentants en nombre égal des organisations interprofessionnelles les plus représentatives de l'ensemble des employeurs et des organisations interprofessionnelles les plus représentatives de l'ensemble des travailleurs, choisis sur des listes doubles, présentées par ces organisations;

2° un président, choisi parmi des personnalités indépendantes des organisations interprofessionnelles précitées.

Le comité de gestion peut déléguer ses pouvoirs dans les limites et suivant les modalités fixées par le Roi.

L'Office national des pensions pour ouvriers est dirigé par un administrateur général, assisté d'un administrateur général adjoint.

Ceux-ci sont nommés par le Roi qui détermine leur statut et leur traitement.

Un représentant du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale assiste aux séances du comité de gestion; il n'a pas voix délibérative.

Dans les conditions que le Roi détermine, il peut faire porter à l'ordre du jour toutes les questions qu'il juge utiles, suspendre toute décision qu'il juge contraire aux lois ou aux règlements, qui blesse l'intérêt général ou qui sort des attributions de l'Office national des pensions pour ouvriers; en ce cas, il fait immédiatement rapport au Ministre, qui statue dans les délais fixés par le Roi.

Le représentant du Ministre a également le droit illimité de surveillance et de contrôle sur toutes les opérations de l'Office national des pensions pour ouvriers. Il peut, en tout temps, prendre connaissance sans déplacement, de la correspondance, des livres, des pièces comptables, des procès-verbaux et de toute écriture de l'Office national des pensions pour ouvriers.

Les règles relatives à la présentation et à l'approbation des budgets et à la comptabilité sont fixées par le Roi, sur proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre des Finances.

Au plus tard au 30 juin de chaque année, le compte de recettes et dépenses de l'exercice écoulé sera soumis à l'approbation de la Cour des Comptes.

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale désigne auprès de l'Office national des pensions pour ouvriers un ou plusieurs reviseurs chargés de contrôler les écritures et d'en certifier l'exactitude et la sincérité. Les reviseurs ne peuvent s'immiscer dans la gestion proprement dite. Ils prennent connaissance, sans déplacement, des livres et documents comptables, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures et ils vérifient la consistance des biens et des valeurs qui appartiennent à l'Office ou dont celui-ci a l'usage ou la gestion.

Ils adressent mensuellement un rapport au Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, au Ministre des Finances et au comité de gestion. Ils leur signalent, en outre, sans délai, toute négligence, toute irrégularité, toute infrac-

Deze Dienst is een openbare instelling met rechts-persoonlijkheid.

Hij heeft tot opdracht, onder waarborg van de Staat, de toepassing van deze wet en van haar uitvoeringsbesluiten te verzekeren en voornamelijk het bedrag van de uitkeringen te bepalen en dit aan de gerechtigden te betekenen.

Hij brengt advies uit omtrent de voorstellen tot wijziging van het bij deze wet ingericht pensioenstelsel uitgaande vanwege de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

De Rijksdienst voor arbeiderspensioenen wordt beheerd door een beheerscomité door de Koning benoemd en samengesteld uit :

1° vertegenwoordigers, in gelijk aantal, der meest representatieve interprofessionele werkgeversorganisaties en der meest representatieve interprofessionele werknemersorganisaties, gekozen op dubbellijsten door deze organisaties voorgedragen;

2° een voorzitter gekozen onder personaliteiten die buiten de voornoemde interprofessionele organisaties staan.

Het beheerscomité kan zijn bevoegdheid overdragen binnen de perken en volgens de modaliteiten door de Koning vastgesteld.

De Rijksdienst voor arbeiderspensioenen wordt bestuurd door een algemeen beheerder bijgestaan door een adjunct algemeen beheerder.

Deze worden benoemd door de Koning die hun statuut en hun wedde vaststelt.

Een vertegenwoordiger van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg woont de vergaderingen van het beheerscomité bij; hij is niet stemgerechtigd.

Hij kan, onder de door de Koning te bepalen voorwaarden, alle kwesties op de agenda doen plaatsen welke hij nuttig acht, elke beslissing schorsen welke hij met de wetten of de reglementen strijdig acht, welke het algemeen belang schaadt of de bevoegdheid van de Rijksdienst voor arbeiderspensioenen te buiten gaat; in dit geval brengt hij onmiddellijk verslag uit aan de Minister, die binnen de door de Koning vastgestelde termijnen uitspraak doet.

De vertegenwoordiger van de Minister heeft insgelijks een onbeperkt recht van toezicht en van controle over al de verrichtingen van de Rijksdienst voor arbeiderspensioenen. Hij kan te allen tijde ter plaatse kennis nemen van de briefwisseling, boeken, comptabiliteitsbescheiden, notulen en van alle geschriften van de Rijksdienst voor ouderdomspensioenen.

De regelen in verband met de overlegging en de goedkeuring van de begrotingen en met de comptabiliteit worden door de Koning vastgesteld op voorstel van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en van de Minister van Financiën.

Elk jaar zal, uiterlijk op 30 Juni, de rekening der inkomsten en uitgaven van het verlopen dienstjaar ter goedkeuring aan het Rekenhof voorgelegd worden.

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg wijst bij de Rijksdienst voor arbeiderspensioenen, één of meer revisoren aan, die gelast zijn op de geschriften controle te oefenen, en ze juist en echt te verklaren. De revisoren mogen zich niet met het eigenlijk beheer inlaten. Zij nemen ter plaatse kennis van de boeken en comptabiliteitsbescheiden, de briefwisseling, de notulen en, in het algemeen, van alle geschriften. Zij zien de omvang na van de goederen en waarden welke aan de Rijksdienst toebehoren of waarvan deze het gebruik heeft of waarover hij het beheer voert.

Zij sturen maandelijks een verslag aan de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg, aan de Minister van Financiën en aan het beheerscomité. Zij wijzen hen daarenboven onverwijld op elk verzuim, elke onregelmatigheid, elke

tion et, en général, toute situation susceptible de compromettre les intérêts de l'Office.

L'organisation et le fonctionnement de l'Office national des pensions pour ouvriers sont réglés par le Roi.

Art. 48.

L'Office national des pensions pour ouvriers est tenu de déposer ses fonds à la Caisse générale d'Épargne et de Retraite, à l'exception de ceux destinés à couvrir ses frais d'administration qu'il confie à l'Office des chèques-postaux.

La Caisse générale d'Épargne et de Retraite est chargée d'effectuer, au nom et pour compte de l'Office, les opérations financières et techniques de celui-ci, y compris celles qui découlent de l'article 55. Elle est notamment chargée du paiement des prestations selon les modalités et conditions que le Roi détermine.

CHAPITRE VI.

Sanctions.

Art. 49.

Les dispositions de l'arrêté royal du 31 mai 1933 concernant les déclarations à faire en matière de subventions, indemnités et allocations de toute nature qui sont, en tout ou en partie, à charge de l'État, sont applicables aux déclarations à faire, en ce qui concerne les prestations prévues par les chapitres I^{er}, II et III de la présente loi.

Art. 50.

Tout bénéficiaire d'une des prestations visées à l'article 3 qui continue à exercer ou reprend une activité professionnelle autre qu'un travail occasionnel, sera privé de la prestation pendant une période d'un mois à six mois, à compter du moment où il satisfait, à nouveau, à la condition fixée par l'article 8 sans préjudice de la restitution des sommes indûment payées.

En cas de récidive, la durée de la privation de prestation prévue à l'alinéa 1^{er} peut être portée à douze mois.

Les sanctions prévues par le présent article ne peuvent être prononcées lorsqu'il se sera écoulé un délai de deux années, à compter du jour où l'infraction a été commise. Elles ne pourront plus être appliquées lorsqu'il se sera écoulé deux années à compter du jour où elles sont devenues définitives.

Art. 51.

Quiconque aura sciemment fait usage de déclarations fausses ou incomplètes à l'appui de sa demande de prestation sera déchu du droit au bénéfice des prestations prévues par la présente loi, pendant une période d'un mois à six mois.

CHAPITRE VII.

Juridictions contentieuses.

Art. 52.

Il est institué des juridictions contentieuses de première instance et d'appel, chargées de juger les contestations qui ont pour objet les droits résultant des chapitres I^{er}, II et III

overtreding en, in het algemeen, elke toestand welke de belangen van de Rijksdienst in het gedrang kan brengen.

Inrichting en werking van de Rijksdienst voor arbeidspensioenen worden door de Koning geregeld.

Art. 48.

De Rijksdienst voor arbeidspensioenen is gehouden zijn gelden te deponeren bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, met uitzondering van deze bestemd tot dekking van de beheerskosten, welke hij aan het Bestuur der Postchecks toevertrouwt.

De Algemene Spaar- en Lijfrentekas is gelast, in naam en voor rekening van de Rijksdienst, zijn financiële en technische verrichtingen te doen, met inbegrip van deze welke voortspuiten uit artikel 55. Zij is inzonderheid belast met de betaling der uitkeringen volgens de door de Koning te bepalen modaliteiten en voorwaarden.

HOOFDSTUK VI.

Sancties.

Art. 49.

Op de af te leggen verklaringen wat betreft de uitkeringen bepaald in de hoofdstukken I, II en III van deze wet zijn van toepassing, de bepalingen van het Koninklijk besluit van 31 Mei 1933 betreffende de verklaringen te doen in verband met de tegemoetkomingen, vergoedingen en toelagen van elke aard, welke geheel of gedeeltelijk ten laste van de Staat zijn.

Art. 50.

Aan ieder gerechtigde op één der in artikel 3 bedoelde uitkeringen, die een andere beroepsbedrijvigheid dan gelegenheidswerk voortzet of hervat wordt de uitkering ontgenomen gedurende een termijn van één maand tot zes maanden, te rekenen van het tijdstip waarop hij opnieuw voldoet aan de voorwaarde in artikel 8 gesteld, zulks onverminderd de teruggave van de ten onrechte uitbetaalde sommen.

Bij herhaling kan de duur van de in het eerste lid bepaalde ontneming der uitkering op twaalf maanden worden gebracht.

De sancties in dit artikel bepaald mogen niet worden uitgesproken na verloop van een termijn van twee jaar, te rekenen van de dag waarop het misdrijf is gepleegd. Zij mogen niet meer worden toegepast na verloop van twee jaar, te rekenen van de dag waarop zij definitief zijn geworden.

Art. 51.

Al wie wetens gebruik heeft gemaakt van valse of onvolledige verklaringen tot staving van zijn aanvraag om uitkering is gedurende een termijn van één maand tot zes maanden vervallen van het recht op de uitkeringen bij deze wet voorzien.

HOOFDSTUK VII.

Rechtscolleges voor betwiste zaken.

Art. 52.

Er worden rechtscolleges voor betwiste zaken van eerste aanleg en van beroep ingesteld, die tot taak hebben uitspraak te doen in geschillen omtrent rechten voortvloeiend

de la présente loi et d'appliquer à la requête de l'Office national des pensions pour ouvriers les sanctions prévues par les articles 52 et 53.

Les décisions des juridictions d'appel peuvent être déférées à la Cour de Cassation, dans les cas, formes et délais prévus en matière civile.

Le Roi règle l'organisation et le fonctionnement des juridictions de première instance et d'appel et détermine la procédure à suivre devant elles.

L'arrêté royal pris en exécution du présent article assure la contradiction de la procédure, la publicité des audiences, la motivation des décisions et les formes de leur notification. Il organise le renvoi, en cas de cassation, à une autre juridiction d'appel ou, s'il n'en existe qu'une, à cette juridiction autrement composée.

CHAPITRE VIII.

De la fusion de certains organismes.

Art. 53.

La Caisse nationale des majorations de rentes de vieillesse et de veuve et des allocations d'orphelins ainsi que le Fonds des veuves et des orphelins sont fusionnés avec l'Office national des pensions pour ouvriers. Ce dernier recueille leurs attributions, leur actif et leur passif et succède à leurs droits et obligations.

CHAPITRE IX.

Dispositions finales.

Art. 54.

Ne sont plus applicables aux bénéficiaires de la présente loi :

1° les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, modifiées par les arrêtés-lois des 8 janvier et 25 février 1947 et par les lois des 1^{er} juillet 1948, 30 décembre 1950 et 13 juillet 1951, à l'exception des articles 11 à 20;

2° l'arrêté du Régent du 10 mai 1948, modifiant et coordonnant les arrêtés du Régent des 16 septembre 1946 et 21 mai 1947, relatifs aux compléments de pension de vieillesse et de survie, modifié par les arrêtés du Régent des 29 mars, 23 avril et 9 décembre 1949 et par les arrêtés royaux du 27 novembre 1951 et du 17 janvier 1953.

Toutefois, les dispositions des lois coordonnées susvisées ayant trait à la majoration de rente de vieillesse ou de veuve et les dispositions relatives aux compléments de pension restent d'application pour les bénéficiaires de la présente loi qui réunissent les conditions fixées par l'article 17, § 2, ou dont le mari défunt remplissait ces conditions et ce, sous les réserves suivantes :

1° Le montant de la majoration de rente de vieillesse, des divers suppléments à cette majoration et du complément de pension de vieillesse est multiplié par une fraction dont le dénominateur est 45 ou 40, selon qu'il s'agit d'un

uit de hoofdstukken I, II en III van deze wet en op verzoek van de Rijksdienst voor arbeiderspensioenen de in de artikelen 52 en 53 bepaalde sancties toe te passen.

De beslissingen van de rechtscolleges van beroep kunnen worden verwezen naar het Hof van verbreking, in de gevallen, in de vormen en met inachtneming van de termijnen bepaald in burgerlijke zaken.

De Koning regelt de inrichting en de werking van de rechtscolleges van eerste aanleg en van beroep en bepaalt de voor hen te volgen rechtspleging.

Het Koninklijk besluit ter uitvoering van dit artikel genomen waarborgt de tegenspraak bij de rechtspleging, de openbaarheid der terechtzittingen, de motivering der beslissingen en de vormen van de betekening er van. Het regelt de verwijzing, in geval van verbreking, naar een ander rechtscollege van beroep of, indien er slechts één bestaat, naar dit rechtscollege op een andere wijze samengesteld.

HOOFDSTUK VIII.

Versmelting van sommige instellingen.

Art. 53.

De Nationale Kas voor de ouderdoms- en weduwenrentetoelagen en de wezentoelagen alsmede het Fonds voor weduwen en wezen worden met de Rijksdienst voor arbeiderspensioenen versmolten. Deze laatste neemt hun bevoegdheden, hun actief en passief over en volgt ze in hun rechten en verplichtingen op.

HOOFDSTUK IX.

Slotbepalingen.

Art. 54.

Op de gerechtigden van deze wet zijn niet langer van toepassing :

1° de samengeordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, gewijzigd bij de besluitwetten van 8 Januari en 25 Februari 1947 en bij de wetten van 1 Juli 1948, 30 December 1950 en 13 Juli 1951, met uitzondering van de artikelen 11 tot en met 20;

2° het besluit van de Regent van 10 Mei 1948, tot wijziging en samenordering van de besluiten van de Regent van 16 September 1946 en 21 Mei 1947, betreffende de aanvullende ouderdoms- en overlevingspensioenen, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 29 Maart, 23 April en 9 December 1949 en bij de Koninklijke besluiten van 27 November 1951 en 17 Januari 1953.

De bepalingen van vorenvermelde samengeordende wetten welke betrekking hebben op de ouderdomsrente- of weduwenrentetoeslag en de bepalingen betreffende de aanvullende pensioenen blijven echter van toepassing op de gerechtigden van deze wet die aan de in artikel 17, § 2, gestelde voorwaarden voldoen of waarvan de overleden man deze voorwaarden vervulde, onder voorbehoud van wat volgt :

1° Het bedrag van de ouderdomsrentetoeslag, van de verschillende daarbij horende bijslagen en van het aanvullend ouderdomspensioen wordt vermenigvuldigd met een breuk, waarvan de noemer 45 of 40 is, naargelang het een

homme ou d'une femme, et dont le numérateur est égal au nombre d'années de carrière professionnelle visé à l'article 22, § 2, en raison desquelles le demandeur a été soumis à tout régime de pensions autre que celui organisé par la présente loi, qui entre en ligne de compte pour l'octroi des avantages susmentionnés;

2° Le montant de la majoration de rente de vieillesse ou de veuve, des divers suppléments à ces majorations et du complément de pension de survie est multiplié par une fraction dont le dénominateur est 40 et dont le numérateur est égal au nombre d'années de carrière professionnelle visé à l'article 34, § 2, en raison desquelles le mari défunt a été soumis à tout régime de pensions, autre que celui visé par la présente loi, qui entre en ligne de compte pour l'octroi des avantages susmentionnés;

3° La pension de vieillesse ou de veuve accordée en vertu de la présente loi est immunisée pour l'application de l'article 44 des lois coordonnées.

Art. 55.

Les personnes qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, jouissent de prestations d'un montant supérieur à celui auquel elles peuvent prétendre en application de cette loi, continuent à bénéficier de ces seules prestations.

Les personnes qui ne se trouvent pas dans les conditions requises pour obtenir la pension de vieillesse ou de veuve prévue par la présente loi, conservent les avantages qu'elles ont acquis par application des dispositions légales et réglementaires visées à l'article 56.

Art. 56.

En cas de décès du bénéficiaire d'une prestation prévue par la présente loi, les arrérages échus et non payés ne sont versés qu'aux personnes physiques et dans l'ordre repris ci-après :

1° au conjoint avec lequel le bénéficiaire habitait au moment de son décès;

2° aux enfants avec qui le bénéficiaire vivait au moment de son décès;

3° à toute personne avec qui le bénéficiaire vivait au moment de son décès;

4° à la personne qui est intervenue dans les frais d'hospitalisation;

5° à la personne qui a acquitté les frais de funérailles, à concurrence du montant de ces frais.

Le Roi détermine les formalités à remplir pour l'obtention desdits arrérages ainsi que le délai dans lequel la demande doit être introduite.

Art. 57.

Le Roi détermine la quotité de la pension que les commissions d'assistance publique et le Fonds commun peuvent exiger de leurs hospitalisés comme part d'intervention dans les frais d'hospitalisation.

Art. 58.

Le Roi prend toutes les mesures complémentaires nécessaires pour assurer l'exécution des dispositions de la présente loi.

Art. 59.

La présente loi entre en vigueur le premier jour du trimestre civil postérieur à sa publication au *Moniteur belge*.

man of een vrouw betreft, en waarvan de teller gelijk is aan het aantal jaren van de in artikel 22, § 2, bedoelde beroepsloopbaan, uit hoofde waarvan de aanvrager onderworpen is geweest aan om 't even welk pensioenstelsel, met uitsluiting van dit ingesteld door deze wet, dat in aanmerking komt voor de toekenning van vorenvermelde voordelen;

2° Het bedrag van de ouderdomsrente- of weduwenrentetoeslag, van de verschillende daarbij horende bijslagen en van het aanvullend overlevingspensioen wordt vermenigvuldigd met een breuk waarvan de noemer 40 is en waarvan de teller gelijk is aan het aantal jaren van de in artikel 34, § 3, bedoelde beroepsloopbaan, uit hoofde waarvan de overleden man onderworpen is geweest aan om 't even welk pensioenstelsel, met uitsluiting van dit ingesteld door deze wet, dat in aanmerking komt voor de toekenning van vorenvermelde voordelen;

3° Het krachtens deze wet toegekend ouderdoms- of weduwenpensioen is vrijgesteld voor de toepassing van artikel 44 der samengeordende wetten.

Art. 55.

De personen, die op de datum van de inwerkingtreding van deze wet, uitkeringen genieten welke hoger zijn dan die waarop zij bij toepassing van deze wet recht hebben, behouden alleen die uitkeringen.

De personen, die niet voldoen aan de vereisten om het bij deze wet voorziene ouderdoms- of weduwenpensioen te bekomen, behouden de uitkeringen welke zij hebben verkregen bij toepassing van de in artikel 56 bedoelde wettelijke en reglementaire bepalingen.

Art. 56.

In geval van overlijden van de gerechtigde op een uitkering bepaald bij deze wet worden de vervallen en niet uitbetaalde termijnen slechts aan natuurlijke personen en wel in de hierna voorkomende orde, betaald :

1° aan de echtgenoot met wie de gerechtigde bij zijn overlijden samenwoonde;

2° aan de kinderen met wie de gerechtigde bij zijn overlijden samenleefde;

3° aan iedere persoon met wie de gerechtigde bij zijn overlijden samenleefde;

4° aan de persoon die bijgedragen heeft in de kosten van opnemings in een verplegingsgesticht;

5° aan de persoon die de begrafeniskosten heeft betaald, tot het beloop van die kosten.

De Koning bepaalt de formaliteiten te vervullen tot het bekomen van bedoelde termijnen en het tijdsbestek waarin de aanvraag moet ingediend worden.

Art. 57.

De Koning bepaalt het gedeelte van het pensioen dat de commissies van openbare onderstand en het Gemeen Fonds mogen eisen van hun verpleegden als bijdrage in de kosten van opnemings in een verplegingsgesticht.

Art. 58.

De Koning neemt alle bijkomende maatregelen nodig om in de uitvoering van de bepalingen dezer wet te voorzien.

Art. 59.

Deze wet treedt in werking de eerste dag van het kalenderkwartaal volgend op de bekendmaking er van in het *Belgisch Staatsblad*.